Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
572 028 041 RCS Nanterre

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

Deloitte & Associés
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
Capital de 17 178 650 euros - RCS Nanterre 572 028 041

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
Société anonyme
1, Place Costes et Bellonte
92270 Bois-Colombes
RCS : Nanterre 552 069 791

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des provisions pour dépréciation à caractère durable sur les titres de participation et entreprises liées

Risque identifié

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur constitue des provisions pour dépréciation sur les entreprises liées et les titres de participation détenus lorsque la décote ou moins-value éventuelle constatée à la clôture de l'exercice présente un caractère durable.

Le montant des provisions constituées à ce titre au bilan des comptes annuels de Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur s'élève à 62,9 millions d'euros au 31 décembre 2024. Comme indiqué dans la note 5 « Entreprises liées et participations » de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour dépréciation est déterminée lorsque la valeur de réalisation des entreprises liées et titres de participation est inférieure à la valeur comptable des titres. Cette valeur de réalisation est estimée par la Direction à partir de l'analyse de plusieurs indicateurs, parmi lesquels les capitaux propres réévalués, les résultats prévisionnels des participations, leurs perspectives et leur valeur d'utilité pour la société.

La valeur d'utilité est calculée à partir des flux de trésorerie attendus actualisés, issus des plans d'activité prévisionnels à trois ans établis par les entités opérationnelles, extrapolés sur deux années supplémentaires et validés par la Direction. Ces prévisions se basent sur les performances passées de chaque entité et sur des hypothèses financières choisies en fonction de la maturité de l'entité, de l'historique de son activité, des perspectives du marché et du pays dans lesquels elle opère.

L'estimation de cette valeur requiert donc de la Direction de Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur l'exercice de son jugement dans le choix des éléments à considérer, en particulier les perspectives de rentabilité des entités dont les titres sont détenus par la société.

En raison du caractère significatif des entreprises liées et titres de participation au bilan de la société et du fait que l'évaluation de ces titres repose sur des hypothèses et constitue une estimation intégrant un jugement de la Direction, nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation des provisions pour dépréciation sur entreprises liées et titres de participation, nos travaux ont principalement consisté à vérifier que les valeurs d'utilité retenues par la Direction étaient fondées sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des hypothèses utilisées et à :

- Obtenir et analyser les business plans établis par la Direction et apprécier la pertinence et la justification des hypothèses retenues ;
- Vérifier la cohérence des principales hypothèses retenues avec l'environnement économique ;
- Comparer la cohérence des prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes sur un échantillon de titres ;
- Apprécier le besoin de constituer une dépréciation et, le cas échéant, vérifier le calcul de cette dépréciation.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Estimation des provisions techniques pour sinistres tardifs

Risque identifié

Les provisions pour sinistres inconnus correspondent à une estimation de la charge des sinistres survenus sur l'exercice mais non encore déclarés à la date de clôture. Elles comprennent également des provisions spécifiques enregistrées sur des sinistres non encore avérés mais dont la probabilité d'occurrence est élevée et pour lesquels l'indemnité qui serait potentiellement versée serait significative.

Au 31 décembre 2024, le montant de ces provisions s'élève à 1 024 millions d'euros dans les comptes annuels. Comme indiqué au paragraphe 8.5 de la note 2 « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, la détermination de ces provisions résulte d'une part, de l'application de méthodes statistiques déterministes sur la base de données historiques et d'autre part, de l'utilisation d'hypothèses faisant appel au jugement d'expert pour estimer le montant final du sinistre (correspond à la charge supportée jusqu'au déroulement complet du sinistre).

Il s'agit donc d'un poste comprenant des estimations comptables présentant un fort degré d'incertitude. Nous l'avons par conséquent considéré comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des provisions pour sinistres tardifs, sur la base des informations qui nous sont communiquées, nous avons mis en œuvre l'approche suivante :

Travaux réalisés au niveau de l'équipe centrale :

- Apprécier la pertinence de la méthode retenue pour déterminer la charge de sinistres, en liaison avec nos actuaires ;
- Identifier le risque relatif à l'évaluation des provisions pour sinistres tardifs comme un risque significatif dans les instructions communiquées aux auditeurs des succursales incluses dans le périmètre d'audit et revoir les conclusions des auditeurs ;

Travaux réalisés au niveau de chaque succursale incluse dans le périmètre d'audit :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle interne sur le processus d'estimation des provisions pour sinistres et de la charge à l'ultime, évaluer sa conception et son implémentation ;
- Examiner la pertinence des méthodes et des paramètres actuariels utilisés ainsi que des hypothèses retenues au regard de la réglementation applicable, des pratiques de marché, du contexte économique et financier propre à l'entité ;
- Apprécier les éventuelles modifications dans les processus et modalités de paiement des sinistres qui pourraient remettre en cause l'hypothèse de reproductibilité du passé dans le futur et en tirer les conséquences sur les hypothèses à retenir pour le calcul de l'ultime ;
- Tester la fiabilité des données ayant servi de base au calcul des provisions ;
- Procéder à un recalcul actuariel le cas échéant et, pour certaines activités, vérifier que la méthode Groupe a été correctement appliquée ;
- Analyser la liquidation des sinistres (analyse des boni/mali de liquidation).

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Estimation des Provisions pour Primes Acquises Non Emises - PANE

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, le montant de ces créances s'élève à 243 millions d'euros. Comme indiqué au paragraphe 8.1 de la note 2 « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les primes acquises non émises sont déterminées sur la base d'une estimation des primes attendues sur la période. La provision correspond à la différence entre cette estimation et les primes facturées.

Ce poste présente un risque d'anomalies significatives élevé compte tenu des incertitudes inhérentes à certains éléments pris en compte pour procéder aux estimations : le risque réside en particulier dans le choix des facteurs de développement à l'ultime (i.e. une fois que les primes auront été émises pour leur montant définitif) qui repose sur des méthodes statistiques.

Nous considérons donc qu'il s'agit d'un point clé de l'audit même si la variation de la provision d'un exercice à l'autre est généralement limitée.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation du montant des primes acquises non émises, sur la base des informations qui nous sont communiquées, nous avons mis en œuvre l'approche suivante :

Travaux réalisés au niveau de l'équipe centrale :

- Apprécier la pertinence de la méthode retenue par Coface pour déterminer les primes ultimes ;
- Identifier le risque relatif à l'évaluation des PANE comme un risque significatif dans les instructions communiquées aux auditeurs des succursales incluses dans le périmètre d'audit et revoir les conclusions des auditeurs ;

Travaux réalisés au niveau de chaque succursale incluse dans le périmètre d'audit :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle interne sur le processus d'estimation des primes, et évaluer sa conception et son implémentation ;
- Apprécier les éventuelles modifications dans les processus et modalités de facturation qui pourraient remettre en cause l'hypothèse de reproductibilité du passé dans le futur et en tirer les conséquences sur les hypothèses à retenir pour le calcul de l'ultime ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues pour réaliser les projections ;
- Réconcilier les bases de calcul avec les données issues de la comptabilité ;
- Comparer les estimations de primes acquises non émises comptabilisées à l'ouverture avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la pertinence de la méthode mise en œuvre.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 22 mai 2017.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur par l'assemblée générale du 16 mai 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 12 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 19ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 5ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris- La Défense, le 2 avril 2025

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés		Forvis Mazars SA
DocuSigned by: B3B790078EE0464...	DocuSigned by: Jérôme-Eric Gras 977680E291B746D...	DocuSigned by: 567DD4392AEF4A8...
Damien LEURENT	Jérôme-Eric GRAS	Jean-Claude PAULY
Associé	Associé	Associé

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

ETATS FINANCIERS

Bilan Actif

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-24	31-déc.-23
Capital souscrit non appelé ou compte de liaison avec le siège			
Actifs incorporels	3	**177 020**	**179 161**
Placements	6	**2 719 263**	**2 900 510**
Terrains et constructions	4	7 977	9 199
Placements dans ent. liées ou avec lesq. existe un lien de participation	5	219 564	373 574
Autres placements	6	2 490 902	2 506 262
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes		821	11 476
Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions		**822 848**	**841 222**
Provisions pour primes non acquises et risques en cours		119 938	125 215
Provisions pour sinistres		596 816	603 886
Provisions pour participations bénéficiaires		106 094	112 121
Créances	7.1	**1 139 049**	**1 011 100**
Créances nées d'opérations d'assurance directe		399 555	394 645
Primes acquises non émises		243 700	232 014
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe		155 855	162 630
Créances nées d'opérations de réassurance		371 746	410 357
Autres créances		367 748	206 099
Personnel		314	353
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques		92 477	98 533
Débiteurs divers		274 957	107 212
Autres actifs		**239 158**	**265 356**
Actifs corporels d'exploitation		10 434	10 779
Comptes-courants et caisse		228 724	254 577
Comptes de régularisation	8.1	**184 907**	**171 802**
Intérêts et loyers acquis non échus		12 496	4 180
Frais d'acquisition reportés		65 858	63 230
Charges constatées d'avance		2 653	4 923
Autres comptes de régularisation		14 199	12 909
Différence de conversion - actif		89 701	86 560
TOTAL DE L'ACTIF		**5 282 245**	**5 369 151**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Bilan Passif

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024 *	31-déc.-23
Capitaux propres	9	**1 160 761**	**1 124 076**
Capital social et assimilés		137 052	137 052
Primes liées au capital social		620 149	620 149
Réserves		2 344	2 344
Report à nouveau		264 528	0
Résultat net		136 687	364 530
Provisions techniques brutes	10	**2 484 441**	**2 405 724**
Provisions pour primes non acquises et risques en cours		328 922	334 185
Provisions pour sinistres		1 362 998	1 341 474
Provisions pour ristourne de primes		231 436	235 755
Provisions pour égalisation		561 084	494 310
Provisions pour risques et charges	12	**60 767**	**71 564**
Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires		**20 422**	**20 471**
Autres dettes	7.2	**1 461 654**	**1 574 733**
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		110 192	36 406
Dettes nées d'opérations de réassurance		442 615	482 435
Dettes envers des établissements de crédit		-	-
Autres dettes		908 847	1 055 892
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus		7 118	7 573
Personnel	13	46 158	42 657
Etat ,organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	13	86 331	67 003
Organismes sociaux		17 473	19 650
Etats, impots		68 857	47 353
Créanciers divers et comptes rattachés	13	769 240	938 659
Comptes courants groupe		631 057	816 902
Fournisseurs		59 538	47 945
Charges à payer		76 225	73 869
Créanciers divers		2 420	(58)
Comptes de régularisation	8.2	**94 200**	**172 584**
Instruments dérivés et dettes rattachés		250	27
Autres comptes de régularisations		16 673	101 405
Différence de conversion - passif		77 276	71 152
TOTAL DU PASSIF		**5 282 245**	**5 369 151**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes de dettes et de commissions ont été reclassés entre les agrégats « Dettes nées d'opérations de réassurance » et « Dettes nées d'opérations d'assurance directe » pour 70 013 K€, « Autres comptes de régularisation » et « Dettes nées d'opérations de réassurance » pour 78 949 K€, « Autres comptes de régularisation » et « Charges à payer » pour - 2 999 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de présentation.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Engagements de hors bilan

En milliers d'euros	31-Dec-24	31-déc.-23
Engagements reçus sur cautions et avals	220 437	184 536
Engagements reçus	**220 437**	**184 536**
Engagements donnés sur cautions et avals	112 882	333 148
Engagements donnés sur participations et autres placements	72 000	25 800
SWAP de taux : instruments dérivés hors couverture	4 673	4 558
Engagements donnés	**189 555**	**363 505**
Titres nantis reçus des réassureurs en représentation des provisions techniques	12 351	18 181
Engagements de garantie	**12 351**	**18 181**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Compte de résultat technique

En milliers d'euros	31/12/2024 *			31-déc.-23		
	Opérations brutes	Cessions et retrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et retrocessions	Opérations nettes
Primes acquises	**1 384 735**	**-682 495**	**702 240**	**1 419 661**	**-745 259**	**674 402**
Primes brutes	1 469 592	-715 491	754 101	1 574 411	-816 731	757 681
Ristournes de primes	-90 120	38 274	-51 846	-115 882	54 092	-61 790
Variation des primes non acquises et risques en cours	5 263	-5 277	-15	-38 868	17 380	-21 488
Accessoires de primes	**13 123**		**13 123**	**13 180**		**13 180**
Autres produits techniques	**563**		**563**	**51**		**51**
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 398 421**	**-682 495**	**715 926**	**1 432 892**	**-745 259**	**687 633**
Produits des placements alloués	**70 480**		**70 480**	**16 217**		**16 217**
Charges de sinistres	**-480 067**	**198 731**	**-281 336**	**-467 864**	**200 469**	**-267 395**
Prestations et frais payés	-423 811	205 801	-218 010	-488 719	234 649	-254 070
Charges des provisions pour sinistres	-21 508	-7 069	-28 578	48 485	-34 180	14 305
Gestion des sinistres	-34 748		-34 748	-27 630		-27 630
Frais d'acquisition et d'administration	**-518 170**	**279 987**	**-238 184**	**-527 898**	**295 208**	**-232 690**
Frais d'acquisition	-330 482		-330 482	-329 621		-329 621
Frais d'administration	-187 689		-187 689	-198 277		(198 277)
Commissions reçues des réassureurs		279 987	279 987		295 208	295 208
Autres charges techniques	**-35 186**	**0**	**-35 186**	**-18 431**	**0**	**-18 431**
Variation de la provision pour égalisation	**-66 774**		**-66 774**	**218 186**		**218 186**
RESULTAT TECHNIQUE	**368 704**	**-203 777**	**164 927**	**653 102**	**-249 581**	**403 521**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes ont été reclassés entre les agrégats « Commissions reçues des réassureurs » et « Frais d'acquisitions et d'administrations » pour 2 568 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de présentation et n'ont aucun impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres consolidés.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Compte de résultat non technique

En milliers d'euros	31-déc.-24	31-déc.-23
Résultat technique	**164 927**	**403 521**
Produits des placements	**281 422**	**183 536**
Revenus des placements	125 604	97 468
Autres produits des placements	24 071	2 637
Profits provenant de la réalisation des placements	131 747	83 431
Charges des placements	**-168 638**	**-156 135**
Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers	-40 489	-31 996
Gestion des placements	-5 774	-5 931
Autres charges des placements	-16 592	-14 505
Pertes provenant de la réalisation des placements	-105 783	-103 704
Placements transférés au technique	**-70 480**	**-16 217**
Placements transférés au technique	-70 480	-16 217
Autres produits non techniques	**1**	**0**
Autres charges non techniques	**-12 444**	**-12 265**
Résultat exceptionnel	**3 191**	**3 209**
Produits exceptionnels	11 235	7 114
Charges exceptionnelles	-8 043	-3 905
Participation des salariés et intéressement	**-6 971**	**-7 519**
Impôts sur les bénéfices	**-54 320**	**-33 599**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**136 687**	**364 530**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

NOTES ET ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Note 1 - Faits marquants

COFACE SA lance Power the Core, son plan stratégique 2024-2027 pour développer un écosystème mondial de référence de gestion du risque de crédit
Lors de sa « journée investisseurs » organisée le 5 mars 2024 à Paris, Coface a présenté son nouveau plan stratégique à horizon 2027 Power the Core. Ce plan vise à développer un écosystème mondial de référence de gestion du risque de crédit en s'appuyant sur les réussites des plans stratégiques précédents.
Le plan vise notamment à : a) Atteindre l'excellence en termes de données et de technologie ; b) Consolider et accentuer le leadership de Coface dans son métier historique d'assurance-crédit ; c) Générer une croissance rentable à deux chiffres pour les services d'informations ; et d) Tirer pleinement parti de sa culture unique de multinationale à taille humaine, rythmée par ses engagements RSE.
Avec la mise en œuvre du plan Power the Core, Coface relève l'intégralité de ses objectifs financiers.

Agences de notations financières
AM Best réhausse la note de crédit émetteur (Long-Term ICR) à 'A+' (Excellent) assortie d'une perspective « stable »
Le 29 mai 2024, l'agence de notation AM best a rehaussé la note de crédit émetteur (Long-Term ICR) de 'A' (Excellent) à 'A+' (Excellent) et a affirmé la note de solidité financière (Insurer Financial Strength – IFS) 'A' (Excellent) attribuée à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (la Compagnie).

Evénements postérieurs à la clôture

Annonce de l'accord en vue de l'acquisition de Cedar Rose Group, société spécialisée dans les services d'information au Moyen-Orient et en Afrique

Le 3 février 2025, Coface annonce avoir signé un accord portant sur l'acquisition de Cedar Rose Group, l'un des principaux fournisseurs de solutions d'information commerciale au Moyen-Orient et en Afrique. Cette acquisition va permettre à Coface de poursuivre le renforcement de ses capacités de production d'information dans des zones où elle est difficilement disponible. Cette opération de croissance externe est parfaitement en ligne avec les objectifs du plan stratégique Power the Core qui vise notamment l'excellence en matière de données.

Note 2 - Principes, règles et méthodes comptables

1. Principes généraux

Les comptes sont établis, conformément aux règles du Plan Comptable des Assurances, sur la base du règlement ANC N°2015-11 dans sa version consolidée et applicable au 31 décembre 2024 concernant les comptes annuels des entreprises d'assurance.

Lorsque le plan comptable des assurances n'apporte pas de précisions sur certains éléments, le plan comptable général s'applique alors.

Les comptes sociaux intègrent les éléments financiers de 1 succursale française et 34 internationales de Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur

2. Ventilation des frais généraux par destination

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Les frais généraux sont comptabilisés initialement par nature puis ventilés par destination dans les postes du compte de résultat aux moyens de clés de répartition :

- les frais de gestion des placements sont inclus dans la charge des placements,
- les frais de règlement de sinistres sont compris dans la charge des sinistres,
- les frais d'acquisition des contrats, les frais d'administration et les autres charges techniques apparaissent directement au compte de résultat.

3. Opérations en devises

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées dans la monnaie d'origine dans laquelle elles sont traitées. Pour l'établissement des comptes, les éléments du bilan sont convertis sur la base des cours de change constatés à la date de clôture ou, à défaut, le mois précédent la date de clôture.

Le traitement comptable des opérations réalisées en devises des entreprises d'assurance est décrit au titre IV du règlement n°2015-11 du 26 novembre 2015 de l'ANC.

L'article 241-5 prévoit notamment la distinction des opérations de change selon deux catégories :

- Les opérations portant sur des actifs ou passifs générant une position de change dite « structurelle », concernent principalement, les titres de participation stratégiques négociés en devises, les dotations en devises aux succursales et le financement en devises de ces titres et dotations ;
- Les opérations générant une position de change dite « opérationnelle » concernent les autres opérations en devises. Ces éléments opérationnels représentent des expositions en devises assumées par l'entreprise dans son exploitation courante, à court ou moyen terme ;

L'article 241-6 précise que les différences de conversion sur les positions de change structurelles, évaluées par différence entre le cours de change de la devise concernée au jour de l'opération (cours historique) et le cours de clôture, sont constatées au bilan et hors bilan. Tandis que les différences de change sur les positions de change opérationnelles sont constatées en résultat de change.

Par ailleurs, l'article 242-5 indique que les dotations aux succursales étrangères bénéficiant d'une autonomie économique et financière sont des fonds alloués au financement durable des succursales pour leur installation ou leur développement. Ces dotations sont analogues aux dotations en capital à des filiales étrangères et revêtent un caractère stratégique. La créance du siège est un actif structurel.
En revanche, les autres créances et dettes « courantes » vis-à-vis de ces succursales, ou les dotations aux succursales étrangères ne bénéficiant pas d'une autonomie économique et financière, sont considérées comme opérationnelles.

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur considère que :

- Si la succursale n'est pas autonome, l'ensemble des variations opérationnelles doivent être comptabilisées par le compte de résultat et l'ensemble des variations structurelles doivent être comptabilisés en compte de régularisation.
- Si la succursale est autonome, seules les variations liées à la monnaie fonctionnelle doivent être comptabilisées par le compte de résultat.

Les succursales de Coface disposent toutes de leur autonomie économique et financière ; à savoir une autonomie du management local sur les principales décisions (commercial, souscription, relations avec les autorités locales, etc.) dans le respect des guidelines du groupe.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Des dotations en capital du siège vers la succursale ou des « distribution »[1] de la succursale vers la mère ont pu intervenir pour répondre à des besoins réglementaires, sans que cela remette en cause l'autonomie de la succursale.

Ainsi, les variations de change constatées entre la devise fonctionnelle de la succursale et la devise de transaction de ces opérations sont comptabilisées par le compte de résultat alors que l'écart de conversion provenant de l'intégration du bilan de la succursale dans la comptabilité du siège est comptabilisé en comptes de régularisation.

4. Immobilisations

4.1. Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement informatique

Conformément à l'avis 2004-15 du CNC du 23 juin 2004 les frais de développement informatique sont immobilisés et amortis à partir de la date de leur mise en service, dès lors que certaines conditions sont remplies.

Ainsi l'entreprise doit pouvoir démontrer :

- La faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- Son intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre,
- La manière dont l'actif génèrera des avantages économiques futurs probables,
- La disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaires pour réaliser le projet,
- Sa capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Les durées et modes d'amortissement des immobilisations incorporelles sont les suivants :

	Amortissement	Durée
Logiciels développés en interne	Linéaire	15 ans*
Logiciels acquis	Linéaire	5 ans

** Cette durée correspond à la durée maximum d'utilisation.*

4.2. Immobilisations corporelles

Les durées et modes d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivants :

[1] Pas de distribution depuis a minima 5 ans des succursales en devises hors euros

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

	Amortissement	Durée
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Sauf matériel micro-informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier, matériel de bureau, agencements et installations	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Autres matériels	Dégressif	5 ans

5. Placements

Les placements sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition.

Selon l'article R343-5 du Code des Assurances, la provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R. 343-10, à l'exception des valeurs amortissables que l'entreprise d'assurance a la capacité et l'intention de détenir jusqu'à leur maturité, se trouvent en situation de moins-value latente nette globale. Une moins-value latente nette globale est constatée lorsque la valeur nette comptable de ces placements est supérieure à la valeur globale de ces mêmes placements évalués

Cette provision vient en complément, le cas échéant, de la provision pour dépréciation à caractère durable constituée ligne à ligne. Les critères de définition du caractère durable des moins-values de l'avis n° 2002 F du 18 décembre 2002 du Conseil National de la Comptabilité sont appliqués par Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur. Dans un contexte de marché peu volatile, si une moins-value supérieure à 20% hors effet de change est constatée sur une période de plus de six mois, une provision pour moins-value durable doit être constituée. Cette provision est calculée en tenant compte de la durée de détention prévisionnelle de l'actif et de la recouvrabilité potentielle de cette moins-value sur cette même durée. Ainsi, compte tenu du caractère volatil des marchés, une provision pour dépréciation est dotée lorsque le titre est en moins-value latente pendant 6 mois ou en situation de moins-value latente de 30% à la clôture. Ces règles de dépréciation couvrent les règles de dépréciation de l'avis n°2002 et présentent donc un caractère plus prudent. »

Conformément à l'article R.343-9 du Code des assurances, les valeurs mobilières amortissables font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque les émetteurs présentent le risque de ne pas être en mesure de respecter leurs engagements (paiements des intérêts et remboursement du principal).

Le résultat de cession des placements est déterminé selon la méthode FIFO (premier entré - premier sorti).

En application du règlement ANC n° 2015-11 concernant les actifs amortissables relevant des articles R 343-9 et R 343-10 du Code des assurances, il est tenu compte d'un amortissement actuariel de la surcote/décote sur la durée résiduelle de vie du placement.

5.1. Actifs immobiliers

Les immeubles sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition et amortis par composant.

Les composants des immeubles identifiés par Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur sont les suivants :

	Amortissement	Durée
Terrain	Non amortissable	
Structure close ou couverte	Linéaire	30 ans
Equipement technique	Linéaire	15 ans
Aménagement intérieur	Linéaire	10 ans

5.2. Entreprises liées et titres de participation

Leur valeur de réalisation est déterminée en fonction des capitaux propres réévalués, des résultats, des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur de réalisation ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable des titres, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la moins-value latente constatée.

La méthode utilisée pour valoriser les entités est la valeur d'utilité correspondant à l'actualisation des flux de trésorerie disponibles.

Les flux de trésorerie attendus ressortent des business plans à 3 ans préparés par les entités opérationnelles dans le cadre de la procédure budgétaire et validés par le management du groupe Coface.

Ces prévisions se basent sur les performances passées de chaque entité et prennent en compte les hypothèses de développement de Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur dans ses différentes lignes de métier. Coface établit des projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets par extrapolation des flux de trésorerie sur deux années supplémentaires.

Les hypothèses choisies en termes de taux de croissance, de taux de marge ou de ratios de coûts et de sinistres tiennent compte de la maturité de l'entité, de l'historique de l'activité, des perspectives du marché et du pays dans lequel l'entité opère.

Coface calcule un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini pour l'évaluation de l'ensemble des sociétés.

Les titres de participation destinés à être durablement détenus sont conservés à leur coût d'acquisition, à condition que leur éventuelle décote ne présente pas un caractère durable.

5.3. Instruments financiers à terme

Les opérations suivantes entrent dans le cadre des instruments financiers à terme :

- opérations sur des instruments de change à terme dont l'objectif est de se prémunir contre des variations adverses de devises,
- opérations de couverture au travers de swaps contre le risque de remontée des taux,
- opérations de couverture de risque de baisse ou de hausse de prix des actifs sous-jacents au travers d'options d'achats (Call) et d'options de ventes (Put).

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Le nominal de la couverture est strictement limité au montant d'actifs sous-jacents détenus dans le portefeuille afin de couvrir des actifs effectivement détenus.

Ces options entrent dans le cadre d'une stratégie de rendement sur le plan comptable et sont enregistrées en compte de régularisation conformément à l'avis n°2002-09 du CRC. A chaque clôture, les plus ou moins-values latentes sur options sont analysées et appréhendées en résultat suivant l'efficacité de la couverture.

Les éventuels engagements liés à ces opérations sont mentionnés dans les engagements hors bilan.

5.4. Autres placements

Le portefeuille de Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur est essentiellement composé de titres cotés et de titres d'organismes de placement collectif. L'évaluation de la valeur de réalisation de ces placements se fait sur la base du dernier cours coté le jour de l'inventaire.

L'évaluation et la valorisation des autres placements non cotés sont effectuées selon les mêmes modalités que celles définies pour les entreprises liées et titres de participation.

Les valeurs mobilières amortissables sont comptabilisées au bilan à leur coût d'achat hors intérêts courus et hors frais d'acquisition. Lorsque la valeur de remboursement est différente de la valeur d'achat, l'écart est rapporté, pour chaque ligne de titres, au résultat sur la durée de vie résiduelle selon une méthode actuarielle.

6. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

7. Engagements sociaux

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur participe, selon les lois et usages de la convention collective des Sociétés d'Assurance, à la constitution des retraites de son personnel. Le passif actuariel correspondant à ses engagements est comptabilisé au bilan, dans les provisions pour risques et charges, et concerne les indemnités de fin de carrière, le régime des pensionnés, les primes d'ancienneté et médailles du travail ainsi que les cotisations patronales à verser aux mutuelles pour les anciens salariés.

Sur la base des règlements internes, des actuaires indépendants calculent :

- La valeur actuarielle des prestations futures, correspondant à la valeur actualisée de l'ensemble des prestations à verser. Cette valeur actualisée est principalement basée sur :
  - les caractéristiques connues de la population ;
  - les prestations à verser (indemnités de fin de carrière, médailles du travail…) ;
  - les probabilités de survenance de chaque événement ;
  - la valorisation de chacun des facteurs entrant dans le calcul des prestations (évolution des salaires…) ;
  - le taux d'intérêt permettant d'escompter les prestations futures à la date de l'évaluation.

- La valeur actuarielle des prestations pour services rendus avec projections des salaires, déterminée en utilisant la méthode des unités de crédits projetés, qui répartit la valeur actuarielle des prestations uniformément sur la durée de services des salariés.

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur a appliqué la recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises.

8. Opérations techniques

8.1. Primes

Les primes brutes correspondent aux primes émises hors taxes, nettes d'annulations, de réductions, de ristournes et de participation bénéficiaire. Elles incluent une estimation des primes à émettre pour la partie acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la clôture. Les primes à émettre (ou primes acquises non émises) s'élèvent à 243 700 K€ au 31 décembre 2024 et sont déterminées sur la base d'une estimation des primes attendues sur la période, diminuées des primes comptabilisées. L'estimation de ces primes attendues repose sur l'utilisation de méthodes statistiques basées sur des données historiques d'une part et le recours à des hypothèses faisant appel au jugement de la Direction d'autre part.

L'estimation des primes à émettre comprend des primes négociées mais non encore facturées ainsi que des ajustements de primes correspondants à la différence entre les minima de primes fixés contractuellement et les primes définitives. Elle inclut également les aléas de conjoncture liés aux émissions de primes de fin d'année.

Les primes sont principalement assises sur le chiffre d'affaires réalisé par les assurés du groupe ou sur l'en-cours de leur risque clients, lui-même fonction du chiffre d'affaires. Les primes sont par conséquent directement tributaires du volume des ventes réalisées dans les pays où Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur est présente.

La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur perçoit également des produits dits « accessoires de primes», notamment en facturant à ses clients et partenaires ses prestations de suivi de la solvabilité des acheteurs couverts.

8.2. Provision pour primes non acquises

La provision pour primes non acquises est calculée prorata temporis séparément pour chaque contrat d'assurance. Elle correspond à la partie de la prime restant à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime.

8.3. Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition des contrats incluant les commissions d'acquisition et les frais internes liés à l'établissement des contrats sont répartis sur la durée de vie des contrats selon la même règle que la provision pour primes non acquises excepté pour la France où seules les commissions d'acquisition sont réparties sur la durée de vie du contrat.

La part des frais d'acquisition de contrats relative à la période comprise entre la date de clôture de la période et la date d'échéance de la prime est reportée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans les comptes de régularisation.

La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

8.4. Sinistres payés net de recours

Les sinistres payés correspondent aux indemnités versées nettes de récupérations encaissées ainsi qu'aux frais engagés pour en assurer la gestion.

8.5. Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Conformément à la règlementation française en vigueur, les sinistres et les recours sont provisionnés séparément. Le montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres. Cette provision tient compte de provisions spécifiques enregistrées sur des sinistres majeurs sur la base d'une probabilité de défaut et de sévérité, estimées au cas par cas ; elle intègre également les aléas d'estimation des provisions pour sinistres déclarés au titre de ses opérations.

Au 31 décembre 2024 le montant de ces provisions (IBNR) sur les métiers d'assurance-crédit s'élève à 1 023 743 K€ dans les comptes annuels.

Les provisions incluent également une provision pour frais de recouvrement et frais de gestion des sinistres.

En ce qui concerne l'assurance-caution, les sinistres qui ont fait l'objet d'une notification à la date d'inventaire sont provisionnés. Un complément de provision est enregistré sur base d'un standard de provisionnement. Ce standard est fixé pour les quatre années de rattachement les plus récentes. Pour les années plus anciennes, ce standard ne s'applique que si la garantie est encore active. Son principe est que le risque d'appel de la caution devient plus élevé du fait de l'insolvabilité du « principal » (cautionné), même si aucun appel n'a été fait pour les dossiers concernés. Ce complément est évalué sur la base de la probabilité de défaut et de sévérité.

8.6. Prévision de recours

La prévision de recours représente les estimations des récupérations attendues, elle est calculée en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

La prévision de recours inclut une provision pour frais de recouvrement.

8.7. Provision pour participations bénéficiaires

Elle est calculée police par police sur l'ensemble du portefeuille ouvrant droit contractuellement à participation bénéficiaire.

La provision pour participations bénéficiaires correspond pour partie aux participations bénéficiaires échues à la date de clôture mais non encore réglées, et pour partie à une estimation de la fraction des primes à reverser au titre de celles déjà émises. Ce dernier calcul est effectué sur la base de la sinistralité moyenne de chaque police par exercice de souscription.

8.8. Provision pour égalisation

La provision pour égalisation afférente aux opérations d'assurance-crédit est constituée par prélèvement des bénéfices techniques de chaque période dans le but de pouvoir compenser des éventuelles pertes techniques ultérieures par l'utilisation de cette provision.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Conformément à l'article 143-20 du règlement ANC 2015-11, elle est dotée par un prélèvement de 75% de l'excédent technique de la branche assurance-crédit net de réassurance.

Le calcul exclut la fraction du chiffre d'affaires assurance-crédit ne présentant pas les caractéristiques de l'assurance, sous déduction des frais directs et indirects qui lui sont imputables.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la provision pour égalisation atteint 134 % de la moyenne de primes encaissées annuellement au cours des cinq exercices précédents après soustraction des cessions et addition des acceptations en réassurance. Chaque provision est affectée, dans l'ordre d'ancienneté des dotations annuelles, à la compensation des résultats techniques déficitaires de l'exercice.

Les dotations annuelles qui, dans un délai de dix ans, n'ont pas pu être utilisées conformément à cet objet sont réintégrées au bénéfice de la onzième année suivant celle de leur comptabilisation. Il a donc été décidé une reprise de la dotation de la provision pour égalisation de l'année 2013, représentant un montant de 13 668 K€.

Par ailleurs, le montant de la dotation de la provision pour égalisation au titre du résultat technique de l'année 2024, s'élève à - 80 443 K€.

Dans le cas où le résultat technique relatif à l'assurance-crédit est négatif, une reprise de la provision pour égalisation est effectuée à due concurrence de ce montant.

8.9. Produits de placements alloués

En application de l'article A 410-1 du règlement ANC 2015-11, ces produits représentent la fraction du montant total des produits nets de placements relatifs aux actifs représentatifs des provisions techniques transférés du compte non technique pour permettre une meilleure représentativité du résultat technique.

9. Opérations de réassurance

9.1. Acceptations

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées, affaire par affaire, sur la base des données fournies par les cédantes.

Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés de compléments le cas échéant.

Les commissions versées aux cédants sont étalées selon le même rythme que les provisions pour primes non acquises. Lorsque les commissions sont à échelle (variation en fonction du niveau de sinistralité accepté), une estimation de ces commissions est réalisée à chaque clôture.

9.2. Cessions

Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités.

La part des cessionnaires dans les provisions techniques est déterminée sur la base des provisions techniques inscrites au passif.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Les commissions reçues des cessionnaires sont calculées sur la base des primes émises. Elles font ensuite l'objet d'un étalement, selon le même rythme que les provisions pour primes non acquises cédées.

10.Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2015, Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur fait partie du groupe d'intégration fiscale de Coface SA.

En effet, COFACE SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale en intégrant ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 % : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, Cofinpar, Cogeri et Fimipar.

Les conventions d'intégration fiscale liant la société mère aux filiales sont toutes strictement identiques et prévoient :

- chaque société calcule son impôt comme en absence d'intégration fiscale, la société mère étant seule redevable de l'IS ;
- les économies d'impôts sont constatées en résultat par la société mère et ne sont pas réallouées aux filiales sauf éventuellement en cas de sortie du Groupe.

La durée d'application de cette option est de cinq ans à compter du 1er janvier 2015. Option, reconduite de manière tacite.

11.Consolidation

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur est consolidée par intégration globale dans les comptes de Coface SA.

Note 3 - Actifs incorporels

Note 3.1 - Variation des actifs incorporels bruts

En milliers d'euros	31-déc.-23	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31-déc.-24
Frais d'établissement	**1 518**	**-**	**-**	**-**	**1 518**
Frais de développement	**182 111**	**18 914**	**-**	**-**	**201 025**
Frais d'études France	163 931	18 494	-	-	182 425
Frais d'études Succursales	18 180	420	-	-	18 600
Logiciels	**58 306**	**31**	**(196)**	**12**	**58 152**
Logiciels France	53 378	-	-	-	53 378
Logiciels succursales	4 928	31	(196)	12	4 774
Mali de Fusion	**106 377**	**-**	**-**	**-**	**106 377**
Coface Services Suisse	503				503
Coface Servicios Espana	1 754				1 754
Coface Italy	10 157				10 157
Coface Austria	10 055				10 055
Coface Deutschland	83 908				83 909
Fonds de Commerce	**353**	**-**	**-**	**-**	**353**
Autres Immobilisations Incorporelles	**2 296**	**11**	**(13)**	**16**	**2 310**
TOTAL	**350 961**	**18 956**	**(209)**	**28**	**369 736**

La colonne « Autres variations » correspond à des écarts de conversion.

Note 3.2 - Variation des amortissements et provisions

En milliers d'euros	31-déc.-23	Dotations	Sorties	Autres variations	31-déc.-24
Frais d'établissement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Frais de développement	**130 550**	**20 931**	**-**	**-**	**151 482**
Frais d'études France	113 276	20 456	-	-	133 732
Frais d'études Succursales	17 274	476	-	-	17 750
Logiciels	**39 006**	**115**	**(198)**	**10**	**38 934**
Logiciels France	34 177	70	-	-	34 247
Logiciels succursales	4 829	45	(198)	10	4 686
Autres Immobilisations Incorporelles	**2 243**	**55**	**(12)**	**14**	**2 300**
Amortissement autres immo. incorporelles	2 243	55	(12)	14	2 300
TOTAL	**171 800**	**21 102**	**(210)**	**25**	**192 716**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 3.3 - Actifs incorporels nets

En milliers d'euros	Brut 2024	Prov/Amort	Net 2024	Net 2023
Frais d'établissement	**1 518**	**-**	**1 518**	**1 518**
Frais de développement	**201 025**	**151 482**	**49 543**	**51 561**
Frais d'études France	182 425	133 732	48 693	50 655
Frais d'études Succursales	18 600	17 750	850	906
Logiciels	**58 152**	**38 934**	**19 219**	**19 300**
Logiciels France	53 378	34 247	19 131	19 201
Logiciels succursales	4 774	4 686	88	98
Mali de Fusion	**106 377**	**-**	**106 377**	**106 377**
Coface Services Suisse	503		503	503
Coface Servicios Espana	1 754		1 754	1 754
Coface Assicurazioni	10 157		10 157	10 157
Coface Austria	10 055		10 055	10 055
Coface Kredit AG	83 910		83 910	83 910
Fonds de Commerce	**353**	**-**	**353**	**353**
Autres Immobilisations Incorporelles	**2 310**	**2 300**	**10**	**53**
TOTAL	**369 736**	**192 716**	**177 020**	**179 161**

Les immobilisations incorporelles de Coface Europe ont baissé de 2,1 M€ pour atteindre 177,0 M€ en 2024. Cette variation s'explique principalement par la diminution des frais de développement de 2,0 M€ en 2024.

Les principaux projets en cours sont :

- Everest : création d'un nouveau model opérationnel de BI
- Autonomy : application commerciale pour proposer un contrat à des prospects
- Centrix : projet de remplacement des outils CRM
- Malibu : déploiement d'ICON comme outil de commercialisation et gestion de la vente du Business Information partout dans le Groupe
- Invoicing : Nouveau système de facturation (BILLI) rationalisant les opérations financières et réduisant les temps de traitement.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 4 - Placements immobiliers

Note 4.1 - Variation des placements immobiliers

En milliers d'euros	31-déc.-23	Autres	Acquisitions - Avances C/CT	Cessions - Rbts C/CT	31-déc.-24
Immeubles bâtis hors exploitation	841	-	-	(841)	-
Parts actions SCI hors exploitation	9	-	-	-	9
Immeubles bâtis d'exploitation	1 746	437	-		2 184
Terrains d'exploitation	7 140	-	-	-	7 140
TOTAL	9 735	437	-	(841)	9 332

Note 4.2 - Variation des amortissements et des provisions sur placements immobiliers

En milliers d'euros	31-déc.-23	Autres	Dotations	Reprises-Utilisation	31-déc.-24
Parts actions SCI hors exploitation	8	-	-	-	8
Immeubles bâtis d'exploitation	529	-	819	(0)	1 347
TOTAL	537	-	819	(0)	1 355

Note 4.3 - Placements immobiliers nets

En milliers d'euros	Brut 2024	Provisions - Amortissements	Net 2024	Valeur réalisation	Net 2023
Immeubles bâtis hors exploitation	-	-	-		841
Parts actions SCI hors exploitation	9	8	1		0
Immeubles bâtis d'exploitation	2 184	1 347	837	1 390	1 218
Terrain d'exploitation	7 140	-	7 140	10 294	7 140
TOTAL	9 332	1 355	7 977	11 684	9 199

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 5 - Entreprises liées et participations[2]

En milliers d'euros		Brut 2024	Provisions pour dépréciation	Net 2024	Valeur réalisation
Entreprises liées	Note 5.1	**265 098**	**54 624**	210 474	3 514 854
Titres de participation	Note 5.2	**17 360**	**8 271**	9 089	16 104
Sous-Total		**282 458**	**62 895**	**219 564**	**3 530 957**
Autres placements entreprises liées	Note 5.3	**15 248**	**-**	15 248	15 248
Sous-Total		**15 248**	**-**	**15 248**	**15 248**
TOTAL		**297 706**	**62 895**	**234 812**	**3 546 205**

Les entreprises liées correspondent aux titres d'entités détenues à plus de 50 %.

Les titres de participations correspondent aux titres d'entités détenues à moins de 50%.

La méthode utilisée pour valoriser les entreprises liées et les titres de participation est la valeur d'utilité correspondant à l'actualisation des flux de trésorerie disponibles.

Les flux de trésorerie attendus ressortent des business plans à 3 ans préparés par les entités opérationnelles dans le cadre de la procédure budgétaire et validés par le management du groupe Coface.

Ces prévisions se basent sur les performances passées de chaque entité et prennent en compte les hypothèses de développement de Coface dans ses différentes lignes de métier. Coface établit des projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets par extrapolation des flux de trésorerie sur deux années supplémentaires.

Les hypothèses choisies en termes de taux de croissance, de taux de marge ou de ratios de coûts et de sinistres tiennent compte de la maturité de l'entité, de l'historique de l'activité, des perspectives du marché et du pays dans lequel l'entité opère.

Coface calcule un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini pour l'évaluation de l'ensemble des sociétés.

[2] La ventilation entre les entreprises liées et titres de participation a été revue en 2024

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 5.1 - Entreprises liées

Région	En milliers d'euros	Détention	31-déc.-23	Reclassements*	Fusion	Augmentation	Change	TOTAL	Provisions	31-Dec-24
Europe de l'Ouest										
	Cofinpar	100,0%	29 270	-	-	-	-	29 270	-	29 270
	Cogeri	100,0%	38	-	-	-	-	38	-	38
	Fimipar	100,0%	36 579	-	-	-	-	36 579	-	36 579
	Coface UK Holdings Limited	100,0%	8 318	-	-	-	-	8 318	-	8 318
	Coface Services Maghreb	100,0%	-	222	-	-	-	222	(222)	-
	Coface Belgium Services	100,0%	5 592	-	-	-	-	5 592	-	5 592
	Coface Services Suisse	100,0%	66	-	-	-	-	66	-	66
	Cerip services banques	100,0%	157	-	(157)	-	-	-	-	-
	Coface Morocco	100,0%	-	8 635	-	-	-	8 635	(3 542)	5 093
	Coface Services West Africa	100,0%	-	2 752	-	-	-	2 752	-	2 752
	Coface Egypt Services	100,0%	-	1 268	-	-	-	1 268	(1 268)	-
	Coface Algérie Services	100,0%	-	859	-	-	-	859	(859)	-
	Coface Servicios España, SL	100,0%	3	(3)	-	-	-	-	-	-
Europe Centrale										
	Coface RUS Insurance Company	100,0%	6 906	-	-	-	-	6 906	(6 906)	-
	Coface Austria Services GmbH	100,0%	4 563	-	-	-	-	4 563	-	4 563
	Coface Services Russia	100,0%	2 830	-	-	-	-	2 830	(2 830)	-
	Coface Adriatic d.o.o.	100,0%	-	5 614	-	-	-	5 614	(4 560)	1 054
	Coface Poland Factoring	100,0%	-	887	-	-	-	887	-	887
	Coface Baltics Services	100,0%	-	8 634	-	-	-	8 634	-	8 634
	Coface Hungary Insurance Services	100,0%	-	6 249	-	-	-	6 249	-	6 249
	Coface Slovakia Insurance Service	100,0%	-	1 807	-	-	-	1 807	(25)	1 782
	Coface Czech Insurance Service	100,0%		3 906	-	-	-	3 906	(1 241)	2 665
	Coface Serbia CMS	100,0%	1 980	-	-	-	-	1 980	(1 139)	841
	Coface Service Insurance Bulgaria	100,0%	-	2 253	-	-	-	2 253	-	2 253
	Coface Polan Insurance Service	100,0%	12	(12)	-	-	-	-	-	-
Europe du Nord										
	Coface Debitorenmanagement GmbH	100,0%	3 404	-	-	-	-	3 404	(3 404)	-
	Coface Finanz GmbH	100,0%	-	23 005	-	-	-	23 005	-	23 005
	Coface Rating Holding GmbH	100,0%	-	2 080	-	-	-	2 080	-	2 080
	Kisselberg KG	100,0%	-	11 129	-	-	-	11 129	-	11 129
Méditerranée et Afrique										
	Coface Italia	100,0%	3 971	4 026	-	-	-	7 997	-	7 997
	Coface Servicios España, SL	100,0%	-	3	-	-	-	3	-	3
	Coface South Africa	100,0%	3 625	-	-	-	-	3 625	-	3 625
	Coface South Africa Services	100,0%	877	-	-	-	-	877	-	877
	Coface Sigorta Turquie (Insurance)	100,0%	13 813	-	-	-	-	13 813	-	13 813
	Business Data Information	100,0%	199	-	-	-	-	199	-	199
	Coface Services Turkey (Ex. Coface Servis Bilgi)	100,0%	1 135	-	-	-	-	1 135	-	1 135
	Coface Emirates Services (UAE)	100,0%	38	-	-	-	-	38	(38)	-
	Coface Credit Insurance GCC Ltd	100,0%	1 005	-	-	-	-	1 005	-	1 005
	Coface Morocco	100,0%	8 635	(8 635)	-	-	-	-	-	-
	Coface Services West Africa	100,0%	2 752	(2 752)	-	-	-	-	-	-
	Coface Egypt Services	100,0%	1 268	(1 268)	-	-	-	-	-	-
	Coface Algérie Services	100,0%	859	(859)	-	-	-	-	-	-
	Coface Services Maghreb	100,0%	222	(222)	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord										
	Coface America Latina S.A	100,0%	-	6 183	-	-	-	6 183	(1)	6 182
	Coface Seguro de Credito Mexico	100,0%	-	17 157	-	-	-	17 157	(17 157)	-
	Coface North America Holding Company	100,0%	12 605	-	-	-	-	12 605	-	12 605
Amérique Latine										
	Coface Chile S.A. (Insurance)	99,8%	-	3 653	-	-	(234)	3 419	-	3 419
	Coface Colombia	95,0%	6 155	-	-	263	-	6 418	-	6 418
	Coface America Latina S.A	100,0%	6 183	(6 183)	-	-	-	-	-	-
	Coface Seguro de Credito Mexico	100,0%	17 157	(17 157)	-	-	-	-	-	-
	Coface Do brasil Seguros de Credito	100,0%	8 260	(8 260)	-	-	-	-	-	-
Asie Pacifique										
	Coface Greater China Services	100,0%	1 452	-	-	-	-	1 452	(1 452)	-
	Coface Greater China Finance	100,0%	1 043	-	-	-	-	1 043	(1 043)	-
	Coface Services Taiw an	100,0%	986	-	-	-	-	986	(979)	7
	Coface Services South Asia Pacific (Singapore)	100,0%	7 574	-	-	-	-	7 574	(7 574)	-
	Coface Shanghai Information Services	100,0%	387	-	-	-	-	387	(387)	-
	Coface Korea Credit Insurance Broker Co Ltd	100,0%	339	-	-	-	-	339	-	339
	TOTAL		**200 257**	**64 971**	**(157)**	**263**	**(234)**	**265 098**	**-54 624**	**210 471**

**Depuis 2024, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest et centrale font partie de la région Europe de l'Ouest. Également, la ventilation entre entreprises liées et titres de participation a été revue*

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 5.2 - Participations

Il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société détenue ou d'en assurer le contrôle.
Les titres de participations sont enregistrés à leur coût historique (valeur d'achat ou valeur d'apport) majoré des frais accessoires liés à l'achat.

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit[3] :

En milliers d'euros	31-déc.-23	Reclassements *	Augmentation	Diminution	TOTAL	Provisions	31-Dec-24
Coface Services Japan	100	-	-	-	100	-100	-
Cemeca	55	-	-	-	55	-	55
Axa Assurcrédit	8 933	-	-	-	8 933	(988)	7 945
Sous-total des titres de participations de Coface Europe	**9 088**	**-**	**-**	**-**	**9 088**	**-1 088**	**8 000**
Coface Poland Insurance Service	0	12	-	-	12	-	12
Coface Do brasil Seguros de Credito	0	8 260	-	-	8 260	(7 183)	1 077
Coface Finanz	23 005	-23 005	-	-	-	-	-
Cofacerating-Holding GmbH	2 080	-2 080	-	-	-	-	-
Coface Italia	4 026	-4 026	-	-	-	-	-
Kisselberg	11 129	-11 129	-	-	-	-	-
Coface Chile S.A. (Insurance)	3 653	-3 653	-	-	-	-	-
Coface Poland Factoring	887	-887	-	-	-	-	-
Coface Slovakia Insurance Service	1 807	-1 807	-	-	-	-	-
Coface Adriatic	5 614	-5 614	-	-	-	-	-
Coface Czech Insurance Service	3 906	-3 906	-	-	-	-	-
Coface Baltics Services	8 634	-8 634	-	-	-	-	-
Coface Hungary Insurance Services	6 249	-6 249	-	-	-	-	-
Coface Services Insurance Bulgaria	2 253	-2 253	-	-	-	-	-
Sous-total des titres de participations des succursales	**73 242**	**-64 971**	**-**	**-**	**8 272**	**-7 183**	**1 089**
TOTAL	**82 330**	**-64 971**	**-**	**-**	**17 360**	**-8 271**	**9 089**

**En 2024, la ventilation entre entreprises liées et titres de participation a été revue.*

Note 5.3 - Autres placements dans des entreprises liées et titres de participation

[3] Le tableau présente les détentions directes uniquement

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

En milliers d'euros	31-déc.-23	Augmentation	Diminution	Reclassements *	31-Dec-24
COFACE SA	150 000	-	-	(150 000)	-
Coface North America Holding Company	11 405	-	-	(11 404)	-
Sous-total prêts à long terme entreprises liées et participations	**161 405**	**-**	**-**	**(161 404)**	**-**
COFACE SA	-	-	(150 000)	150 000	-
Coface North America Holding Company	-	46 834	(49 353)	11 404	8 884
Coface Romania Insurance Services	-	495	(1 247)	7 016	6 263
Coface Serbia CMS	-	101	(1)	-	100
Sous-total autres prêts aux entreprises liées et participations	**-**	**47 430**	**(200 601)**	**168 420**	**15 247**
Coface Romania Insurance Services	7 016	-	-	(7 016)	-
Sous-total prêts entreprises liées succursales	**7 016**	**-**	**-**	**(7 016)**	**-**
Sous-total créances pour expèces déposées	**(2 677)**	**-**	**2 677**	**-**	**-**
TOTAL	**165 744**	**47 430**	**(197 924)**	**0**	**15 248**

**En 2024, les prêts à long terme en cours ont été reclassés en prêts simples, et la ventilation entre entreprises liées et titres de participation a été revue.*

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur a octroyé un prêt à long terme à Coface SA qui a acquis les titres de Coface RE (date de début de contrat 10 décembre 2014 avec une durée sur 10 ans). Ce prêt a bien été remboursé en 2024.

Note 5.4 - Dépréciation des titres - Entreprises liées et titres de participations

En milliers d'euros	31-déc.-23	Reclassements *	Dotations	Reprises	31-Dec-24
Entreprises liées	**73 331**	**-8 922**	**2 497**	**-12 279**	**54 627**
Coface UK Holdings Limited	8 085	-	-	(8 085)	-
Cerip services banques	157	-	-	(157)	-
Coface RUS Insurance Company	6 906	-	-	-	6 906
Coface Services Russia	2 830	-	-	-	2 830
Coface Adriatic d.o.o.	4 610	-	-	(50)	4 560
Coface Baltics Services	-	162	-	(162)	-
Coface Slovakia Insurance Service	-	25	-	-	25
Coface Czech Insurance Service	-	1 241	-	-	1 241
Coface Serbia CMS	-	-	1 139	-	1 139
Coface Debitorenmanagement GmbH	2 084	-	1 320	-	3 404
Coface Sigorta Turquie (Insurance)	715	-	-	(715)	-
Coface Services Turkey (Ex. Coface Servis Bilgi)	358	-	-	(358)	-
Coface Morocco	3 542	-	-	-	3 542
Coface Services West Africa	2 752	-	-	(2 752)	-
Coface Egypt Services	1 268	-	-	-	1 268
Coface Services Maghreb	222	-	-	-	222
Coface Algérie Services	859	-	-	-	859
Coface Emirates Services (UAE)	-	-	38	-	38
Coface America Latina S.A	-	1	-	-	1
Coface Seguro de Credito Mexico	17 157	-	-	-	17 157
Coface Greater China Finance	1 043	-	-	-	1 043
Coface Services Taïwan	979	-	-	-	979
Coface Services South Asia Pacific (Singapore)	7 574	-	-	-	7 574
Coface Shanghai Information Services	387	-	-	-	387
Coface Services Greater China	1 452	-	-	-	1 452
Coface Services Japan	100	(100)	-	-	-
Axa Assurcrédit	6 758	(6 758)	-	-	-
Coface Do brasil Seguros de Credito	3 493	(3 493)	-	-	-
Titres de participation	**1 428**	**8 923**	**3 689**	**(5 769)**	**8 271**
Coface Services Japan	-	100	-	-	100
Axa Assurcrédit	-	6 758	-	(5 769)	988
Coface Do brasil Seguros de Credito	-	3 493	3 689	-	7 183
Coface Baltics Services	162	(162)	-	-	-
Coface Slovakia Insurance Service	25	(25)	-	-	-
Coface Czech Insurance Service	1 241	(1 241)	-	-	-
TOTAL	**74 758**	**0**	**6 186**	**-18 048**	**62 895**

**En 2024, la ventilation entre entreprises liées et titres de participation a été revue.*

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 6 - Placements financiers

Note 6.1 - Placements financiers

En milliers d'euros	Brut 2024	Provisions	Décotes	Net 2024	Net 2023	Valeur de réalisation
Actions et autres titres à revenus variables	5 939	7	-	5 932	5 851	5 932
OPCVM diversifiés	1 579 919	16 270	-	1 563 649	1 976 337	1 546 155
Obligations à revenus fixes	851 065	-	(818)	850 247	466 803	839 964
Autres prêts et effets assimilés	15 248	-	-	15 248	-	15 248
Autres dépôts	53 709	-	-	53 709	53 991	53 709
Instruments financiers à terme	1 298	-	-	1 298	1 263	1 298
TOTAL	2 507 178	16 277	(818)	2 490 082	2 504 244	2 462 306
Réajustement primes décotes			818	818	2 016	818
TOTAL	2 507 178	16 277	-	2 490 902	2 506 262	2 463 124

La ligne « réajustement primes décotes » correspond au reclassement en bas de bilan des décotes.

Note 6.2 - Variation des placements financiers

En milliers d'euros	31-déc.-23	Acquisitions	Cessions	Ecarts de conversion	31-Dec-24
Actions et autres titres à revenus variables	5 858	82	-	-	5 939
OPCVM diversifiés	1 983 716	1 465 943	(1 869 543)	(198)	1 579 919
Obligations à revenus fixes	468 819	752 353	(371 931)	1 824	851 065
Autres prêts et effets assimilés	-	215 849	(200 601)	-	15 248
Autre dépôts	53 991	120 274	(120 282)	(275)	53 709
Instruments financiers à terme	1 263	35	-	-	1 298
TOTAL	2 513 647	2 554 537	(2 562 357)	1 351	2 507 178

Note 6.3 - Flux des provisions sur les placements financiers

En milliers d'euros	31-déc.-23	Dotations	Reprises	Ecarts de conversion	31-Dec-24
OPCVM	(7 379)	(10 718)	1 826	-	**(16 270)**
Actions françaises et étrangères non cotées	(7)	-	-	-	**(7)**
Total	**(7 386)**	**(10 718)**	**1 826**	-	**(16 277)**

La dotation de provision s'inscrit sur des SICAV de Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur.

Note 6.4 - Récapitulatif par nature des placements financiers

En milliers d'euros	Brut 2024	Net 2024	Net 2023	Reclassement*	Valeur de réalisation	Plus ou moins value latente
Valeurs immobilières						
Actions et autres titres à revenus variables	5 939	5 932	5 851	-	5 932	-
OPCVM diversifiés	1 579 919	1 563 649	1 976 337	-	1 546 155	(17 494)
Obligations à revenus fixes	851 065	850 247	466 803	-	839 964	(10 283)
Autres prêts et effets assimilés	15 248	15 248	-	-	15 248	-
Autre dépôts	53 709	53 709	53 991	-	53 709	-
Instruments financiers à terme	1 298	1 298	1 263	-	1 298	-
Immeubles et parts de sociétés immobilières	9 332	7 977	9 199	-	11 684	3 707
Placements dans les entreprises liées*	265 098	210 474	304 137	62 426	3 514 854	3 304 380
Titres de participation*	17 360	9 089	69 435	(62 426)	16 104	7 015
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	821	821	11 476	-	821	-
TOTAL	**2 799 789**	**2 718 445**	**2 898 492**	-	**6 005 769**	**3 287 324**
Réajustement primes décotes		818	2 016	-	818	-
TOTAL	**2 799 789**	**2 719 263**	**2 900 508**	-	**6 006 587**	**3 287 324**

**La ventilation entre les entreprises liées et titres de participation a été revue en 2024.*

Note 7 - Créances et dettes

Note 7.1 - Créances par nature et par échéance

En milliers d'euros	Jusqu à 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans	31-déc.-24	31-déc.-23
Créances nées d'opérations d'assurance directe	**382 957**	**16 263**	**333**	**399 555**	**394 644**
Primes acquises non émises	243 699	-	-	243 700	232 014
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe	139 258	16 263	333	155 855	162 630
Créances nées d'opérations de réassurance	**333 319**	**4 620**	**33 808**	**371 746**	**410 357**
Autres créances	**299 389**	**46 373**	**21 985**	**367 748**	**206 099**
Personnel	136	-	178	314	353
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	82 470	27	9 980	92 477	98 533
Débiteurs divers	216 783	46 346	11 827	274 957	107 212
TOTAL	**1 015 665**	**67 256**	**56 126**	**1 139 049**	**1 011 100**

Les montants présentés ci-dessous sont présentés nets de dépréciation.

Note 7.2 - Dettes par nature et par échéance

En milliers d'euros	Jusqu à 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans	31/12/2024 *	31-déc.-23
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	**75 360**	**27 752**	**7 081**	**110 192**	**36 407**
Dettes nées d'opérations de réassurance	**440 502**	**2 924**	**(811)**	**442 615**	**482 436**
Dettes envers les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	-	**-**
Autres dettes :	**306 908**	**7 710**	**594 229**	**908 846**	**1 055 891**
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	7 119	-	-	7 118	7 573
Personnel	42 417	-	3 741	46 158	42 657
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	57 349	6 400	22 582	86 331	67 003
Créanciers divers *	200 023	1 310	567 906	769 240	938 658
TOTAL	**822 770**	**38 386**	**600 499**	**1 461 654**	**1 574 733**

Le total des Autres dettes à plus de 5 ans, correspond principalement aux prêts subordonnés de Coface SA à Compagnie Française d'assurance pour le Commerce Extérieur : 300m€ maturité 2033 et 268m€ maturité 2032.

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes ont été reclassés entre les agrégats « Créanciers divers » et « Comptes de régularisation » pour – 2 999 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de présentation.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 8 - Comptes de régularisation

Note 8.1 - Comptes de régularisation actif

En milliers d'euros	31-déc.-24	31-déc.-23
Intérêts et loyers acquis non échus	**12 496**	**4 180**
Frais d'acquisition reportés	**65 858**	**63 230**
Autres comptes de régularisation	**16 852**	**17 832**
Charges constatées d'avance	2 653	**4 923**
Autres comptes de régularisation	10 295	**9 904**
Décotes	3 904	**3 005**
Ecart de conversion sur les succursales	**89 701**	**86 560**
TOTAL	**184 907**	**171 802**

Note 8.2 - Comptes de régularisation passif

En milliers d'euros	31/12/2024 *	31-déc.-23
Frais d'acquisition reportés - réassurance	**-**	**85 495**
Autres comptes de régularisation	**5 106**	**2 026**
Produits constatés d'avance	135	**314**
Surcotes	4 721	5 021
Autres	250	**(3 309)**
Ecarts de conversion sur succursales	**89 094**	**85 063**
TOTAL	**94 200**	**172 584**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes ont été reclassés entre les agrégats « Frais d'acquisition reportés - réassurance » et « Dettes nées d'opérations de réassurance » pour 78 949 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de presentation.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 9 - Capitaux propres

Note 9.1 - Composition du capital

Au 31 décembre 2024, le capital se compose de 35 960 201 actions pour un montant de 137 052 K€ avec une valeur nominale de 3,811225€.

Il est à noter qu'au 31 décembre 2023, la composition du capital social était strictement identique

La répartition par actionnaire est la suivante :

- Coface SA: 35 958 487 actions soit 99,99%
- Personnes physiques (dont 12 administrateurs): 1 714 actions soit 0,01%

Note 9.2 - Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	31-déc.-23	Affectation du résultat N-1	Distribution des dividendes	Autres	Résultat	31-déc.-24
Capital social	137 052	-	-	-	-	**137 052**
Nombre d'actions	35 960 201					35 960 201
Primes d'émissions	620 149	-	-	-	-	**620 149**
Réserves	2 344	-	-	-		**2 344**
Report à nouveau	-	364 530	(100 002)	-		264 528
Résultat de l'exercice	364 530	(364 530)	-	-	136 687	**136 687**
TOTAL	**1 124 075**	**-**	**(100 002)**	**-**	**136 687**	**1 160 760**

La variation des capitaux propres s'explique principalement par :

- La distribution des dividendes à COFACE SA pour -100 002 millions d'euros et ses autres actionnaires en 2023,
- Le résultat de l'exercice pour +136 687 millions d'euros.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 10 - Provisions techniques brutes

En milliers d'euros	31-déc.-24	31-déc.-23
Provisions pour primes non acquises	**328 922**	**334 185**
Affaires directes	289 329	289 799
Acceptations	39 593	44 386
Provisions pour sinistres	**1 539 301**	**1 547 687**
Affaires directes	1 282 006	1 249 110
Acceptations	257 296	298 577
Prévisions de recours	**-176 303**	**-206 212**
Affaires directes	-156 548	-141 836
Acceptations	-19 754	-64 376
Provisions pour ristourne de primes	**231 436**	**235 755**
Affaires directes	208 076	207 673
Acceptations	23 361	28 082
Total des provisions techniques brutes hors provision	**1 923 356**	**1 911 415**
Provision pour égalisation	**561 084**	**494 310**
Total des provisions techniques brutes	**2 484 441**	**2 405 724**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 11 - Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	31-déc.-23	Reclassement	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecarts de conversion	31-déc.-24
Provisions pour pertes sur titres de participation	9 815	-	1 191	(5 997)	-	-	5 009
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagements sociaux	43 278	147	5 124	(460)	(5 166)	(69)	42 855
Provisions pour litiges sociaux	459	-	-	(168)	-	-	290
Provisions pour risques et charges	4 432	-	732	-	(1 244)	3	3 922
Amortissement dérogatoire sur frais de développement	3 418	-	-	(3 394)	-	-	24
Autres provisions réglementées	270	-	-	(207)	-	-	63
Provisions pour restructuration	3 855	-	503	(190)	(2 663)	(4)	1 500
Provision pour Impôts (hors IS)	6 037	1 488	-	(34)	(386)	-	7 104
TOTAL	71 564	1 635	7 550	(10 450)	(9 459)	(70)	60 767

Les provisions pour engagements sociaux regroupent les provisions pour mutuelle, retraite, médailles du travail et pensionnés.

Les principales variations de l'exercice sont liées aux :

- Provision pour perte sur titres de participation -4,9M€,
- Amortissement dérogatoire de -3,4M€,
- Provision pour restructuration de -2,3 M€.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 12 - Evolution de la sinistralité

Année d'inventaire 2021	Exercices de survenance 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Indemnités nettes de recours	-602 845	-468 007	-481 759	-441 093	-461 590	-481 159	-218 076	-27 038
Provisions de sinistres	-7 641	-74 216	-83 929	-60 472	-66 061	-109 134	-238 850	-587 024
Prévisions de recours	165	6 237	2 635	3 025	3 238	15 382	5 769	33 744
Total des sinistres	-610 321	-535 985	-563 053	-498 541	-524 413	-574 912	-451 157	-580 318
Primes acquises	1 063 773	1 055 127	1 043 691	1 060 933	1 084 968	1 082 485	1 050 145	878 731
Ratio sinistres / primes	**57%**	**51%**	**54%**	**47%**	**48%**	**53%**	**43%**	**66%**

Année d'inventaire 2022	Exercices de survenance 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indemnités nettes de recours	-601 269	-499 026	-523 934	-441 731	-463 270	-486 676	-257 582	-205 703	-50 774
Provisions de sinistres	-5 867	-35 935	-40 065	-61 727	-67 801	-104 843	-78 766	-304 972	-751 557
Prévisions de recours	145	3 243	4 118	8 294	16 307	16 951	8 974	29 018	49 029
Total des sinistres	-606 991	-531 717	-559 881	-495 164	-514 763	-574 569	-327 373	-481 657	-753 302
Primes acquises	1 064 340	1 056 577	1 055 680	1 072 663	1 097 763	1 098 018	1 084 402	1 249 498	952 160
Ratio sinistres / primes	**57%**	**50%**	**53%**	**46%**	**47%**	**52%**	**30%**	**39%**	**79%**

Année d'inventaire 2023	Exercices de survenance 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Indemnités nettes de recours	-598 105	-495 748	-522 505	-455 714	-462 997	-485 349	-257 743	-318 791	-370 093	-71 299
Provisions de sinistres	2 090	-14 616	-10 876	-13 577	-23 255	-53 831	-81 149	-86 606	-386 480	-773 724
Prévisions de recours	-878	973	1 888	2 554	7 533	15 321	10 258	41 368	67 489	54 813
Total des sinistres	-596 893	-509 391	-531 493	-466 737	-478 719	-523 859	-328 634	-364 029	-689 084	-790 210
Primes acquises	1 064 975	1 057 807	1 057 925	1 076 829	1 106 623	1 111 722	1 105 218	1 289 190	1 370 342	942 940
Ratio sinistres / primes	**56%**	**48%**	**50%**	**43%**	**43%**	**47%**	**30%**	**28%**	**50%**	**84%**

Année d'inventaire 2024	Exercices de survenance 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Indemnités nettes de recours	-596 473	-494 898	-520 947	-453 423	-461 971	-487 329	-260 546	-309 304	-440 656	-369 049	-70 191
Provisions de sinistres	2 631	-10 624	-6 717	-10 382	-13 714	-33 572	-49 590	-39 990	-118 027	-365 711	-797 903
Prévisions de recours	-1 091	907	917	602	3 373	5 791	3 552	14 340	30 317	48 992	64 005
Total des sinistres	-594 933	-504 616	-526 746	-463 204	-472 311	-515 111	-306 584	-334 955	-528 367	-685 768	-804 090
Primes acquises	1 065 411	1 058 272	1 059 463	1 079 358	1 111 559	1 124 886	1 111 396	1 308 977	1 416 557	1 277 893	950 769
Ratio sinistres / primes	**56%**	**48%**	**50%**	**43%**	**42%**	**46%**	**28%**	**26%**	**37%**	**54%**	**85%**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 13 - Charges à payer rattachées aux autres dettes

COFACE SA a réalisé une émission de titres subordonnés à taux fixe (6,000%) le 22 septembre 2022, d'un montant nominal de 300 millions d'euros et arrivant à échéance le 22 septembre 2032. Cette émission a fait l'objet d'un prêt subordonné intragroupe à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur de 268 millions d'euros au taux d'intérêt annuel de 6,000%.

Afin d'anticiper le refinancement des titres subordonnés arrivés à échéance le 27 mars 2024, Coface SA avait réalisé une nouvelle émission de titres subordonnés à taux fixe (5,750%) le 28 novembre 2023, d'un montant nominal de 300 millions d'euros et arrivant à échéance le 28 novembre 2033. Cette nouvelle émission a également fait l'objet d'un prêt subordonné intragroupe à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, de 300 millions d'euros au taux d'intérêt annuel de 5,750%.

Pour rappel, le 27 mars 2014, COFACE SA avait réalisé une émission de titres subordonnées à taux fixe (4,125%) pour un montant nominal de 380 millions d'euros, et avait accordé un prêt subordonné intragroupe à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur pour 314 millions d'euros, avec une échéance au 26 mars 2024 et un taux d'intérêt annuel de 4,125%

Le 21 septembre 2022, COFACE SA a réalisé une opération de rachat portant sur ses obligations subordonnées émises en 2014 pour un montant de 153 millions d'euros. Le prêt subordonné a ainsi été remboursé à hauteur de la participation au rachat de l'emprunt subordonné (≈40%). Après cette opération le prêt s'élève à 187 millions d'euros.

Le 27 mars 2024, cette dette subordonnée est arrivée à échéance et le prêt subordonné intragroupe accordé à la Compagnie a été remboursé.

En milliers d'euros	31/12/2024 *	31-déc.-23
Personnel	**46 158**	**42 657**
dont charges à payer - France		
Etat, organismes de sécurité sociale et collectivités publiques	**86 331**	**67 003**
Organismes sociaux	17 473	19 650
Etat, impôts	68 857	47 353
Créanciers divers	**769 240**	**938 659**
Comptes courants groupe	631 057	816 902
Fournisseurs	59 538	47 945
Charges à payer	76 224	73 869
Créanciers divers	2 420	-58
TOTAL	**901 728**	**1 048 319**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes ont été reclassés entre les agrégats « Charges à payer » et « Autres comptes de régularisation » pour - 2 999 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de presentation.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 14 - Ventilation des produits et des charges des opérations techniques par catégorie

en milliers €	Assurance-Crédit	Risque cédant	PBI Autres	Caution	Single & Inv risk	Holding	TOTAL 31/12/2024	TOTAL 31/12/2023
1 - PRIMES ACQUISES	**1 382 783**	**799**	**1 758**		**21 260**	**-**	**1 487 978**	**1 548 721**
1.1 - Primes	**1 375 274**	**799**	**1 758**	**84 290**	**20 594**	**-**	**1 482 715**	**1 587 590**
Primes émises	1 347 567	799	1 758	84 421	21 895	-	1 456 440	1 559 077
Primes à émettre	13 047	-	-	-94	(1 267)	-	11 686	11 427
Primes accessoires	13 123	-	-		-	-	13 123	13 180
Créances irrécouvrables	2 241	-	-		(63)	-	2 178	2 489
Variation sur provision pour dépréciation des comptes assurés	(704)	-	-	-37	29	-	(712)	1 417
1.2 - Variation primes non acquises et risques en cours	**7 509**	**-**	**-**	**-2 912**	**666**	**-**	**5 263**	**(38 869)**
2 - CHARGE DES PRESTATIONS	**(534 106)**	**(2 332)**	**(740)**	**-38**	**(9 625)**	**-**	**(546 841)**	**(249 677)**
2.1 - Prestations et frais payés nets de recours	**(408 220)**	**(2 892)**	**(7)**	**-8 950**	**(3 742)**	**-**	**(423 811)**	**(488 719)**
2.2 - Charges des provisions pour prestations et divers	**(125 886)**	**560**	**(733)**	**8 912**	**(5 883)**	**-**	**(123 030)**	**239 042**
Charges des provisions pour sinistres	(26 314)	-	-	11 487	(6 681)	-	(21 508)	48 486
Gestion des sinistres	(32 971)	-	-	-2 575	798	-	(34 748)	(27 630)
Variation de la provision d'égalisation	(66 601)	560	(733)		-	-	(66 774)	218 186
A - SOLDE DE SOUSCRIPTION (1 + 2)	**848 677**	**(1 533)**	**1 018**	**(38)**	**11 635**		**941 137**	**1 299 044**
3 - FRAIS D'ACQUISITIONS	**(303 071)**	**-**	**(627)**	**-20 849**	**(5 935)**	**-**	**(330 482)**	**(329 621)**
Frais d'acquisitions	(304 110)	-	(627)	-20 849	(5 935)	-	(331 521)	(330 610)
Compte d'écart IG - commissions - hors réass	1 039	-	-		-	-	1 039	989
4 - AUTRES CHARGES DE GESTION NETTES	**(208 300)**	**-**	**-**	**-9 602**	**(4 461)**	**51**	**(222 312)**	**(216 657)**
Frais d'administration	(175 371)	-	-	-8 460	(3 909)	51	(187 689)	(198 277)
Autres charges techniques	(33 492)	-	-	-1 142	(552)	-	(35 186)	(18 431)
Autres produits techniques (dont Convention financière et autres produits accessoires)	563	-	-		-	-	563	51
B - CHARGES D'ACQUISITION ET DE GESTION NETTES (3 + 4)	**(511 371)**	**-**	**(627)**	**(30 451)**	**(10 396)**		**(552 794)**	**(546 278)**
7 - PRODUITS DES PLACEMENTS	**63 200**	**-**	**4 228**	**-321**	**3 373**	**-**	**70 480**	**16 217**
8 - PARTICIPATIONS AUX RESULTATS	**(89 999)**	**-**	**(106)**	**-72**	**57**		**(90 120)**	**(115 882)**
Ristournes de primes payées	(94 283)	-	(106)	-72	23	-	(94 438)	(115 777)
Charges des provisions pour ristournes de primes	4 284	-	-		34	-	4 318	(105)
C - SOLDE FINANCIER (7 + 8)	**(26 799)**	**-**	**4 122**	**(393)**	**3 430**		**(19 640)**	**(99 665)**
9 - PART DES REASSUREURS DANS LES PRIMES ACQUISES	**(673 358)**	**(402)**	**(38)**	**-37 478**	**(9 492)**	**-**	**(720 768)**	**(799 352)**
Primes	(666 555)	(402)	(38)	-39 307	(9 189)	-	(715 491)	(816 732)
Variation des primes non acquises et risques en cours	(6 803)	-	-	1 829	(303)	-	(5 277)	17 380
10 - PART DES REASSUREURS DANS LES PRESTATIONS PAYEES	**197 313**	**1 446**	**-**	**5 422**	**1 620**	**-**	**205 801**	**234 649**
11 - PART DES REASSUREURS DANS LES CHARGES DE PROVISIONS POUR PRESTATIONS	**(3 617)**	**-**	**-**	**-6 630**	**3 178**	**-**	**(7 069)**	**(34 179)**
12 - PART DES REASSUREURS DANS LES PARTICIPATIONS AUX RESULTATS	**38 449**	**-**	**-**	**73**	**(248)**	**-**	**38 273**	**54 093**
Ristournes de primes payées	44 469	-	-	67	(11)	-	44 525	58 933
Charges des provisions pour ristournes de primes	(6 020)	-	-	6	(237)	-	(6 251)	(4 840)
13 - COMMISSIONS RECUES DES REASSUREURS	**261 065**	**302**	**-**	**15 370**	**3 250**	**-**	**279 987**	**295 207**
D - SOLDE DE REASSURANCE (9+10+11+12+13)	**(180 148)**	**1 346**	**(38)**	**(23 243)**	**(1 692)**		**(203 777)**	**(249 582)**
RESULTAT TECHNIQUE (A+B+C+D)	**130 359**	**(187)**	**4 475**	**(54 125)**	**2 977**		**164 927**	**403 519**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 15 - Ventilation des frais généraux par nature et par destination

Par nature (en milliers d'euros)	31-déc.-24	31-déc.-23	Variation
Commissions	**-239 695**	**-241 989**	**-0,9%**
Frais de personnel	**-303 546**	**-274 838**	**10,4%**
Rémunération du personnel	-233 704	-215 621	8,4%
Charges sociales	-68 846	-64 229	7,2%
Frais de personnel refacturés	-1 295	463	-379,9%
Provisions pour engagements sociaux	298	4 550	-93,4%
Impôts et taxes	**-22 492**	**-24 807**	**-9,3%**
Charges externes	**-42 258**	**-39 666**	**6,5%**
Amortissements et provisions	**-22 022**	**-18 353**	**20,0%**
TOTAL	**-630 012**	**-599 653**	**5,1%**

Par destination (en milliers d'euros)	31-déc.-24	31-déc.-23	Variation
Frais de règlement des sinistres	**-34 748**	**-27 544**	**26,2%**
Frais d'acquisition	**-347 204**	**-331 237**	**4,8%**
Frais d'administration	**-187 689**	**-198 277**	**-5,3%**
Frais internes et externes de gestion des placements	**-5 774**	**-5 931**	**-2,6%**
Autres charges techniques	**-35 186**	**-18 517**	**90,0%**
Autres charges non techniques	**-19 411**	**-18 147**	**7,0%**
TOTAL	**-630 012**	**-599 653**	**5,1%**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 16 - Ventilation des produits et des charges de placement

En milliers d'euros	Charges & produits fi. entreprises liées	Autres charges et produits financiers	31-déc.-24	31-déc.-23
Revenus des placements	44 890	80 713	125 604	97 468
Utilisation provision pour dépréciation	19 721	6 024	25 745	2 637
Profits/réalisations des placements	-	131 747	131 747	83 431
TOTAL DES PRODUITS	64 611	218 484	283 095	183 537
Frais de gestion des placements, frais financiers	(36 918)	(3 571)	(40 489)	(31 996)
Provisions pour dépréciation des placements	(7 382)	(10 884)	(18 265)	(14 505)
Pertes/ réalisation des placements	-	(105 783)	(105 783)	(103 704)
Gestion des placements	3 149	(8 924)	(5 774)	(5 931)
TOTAL DES CHARGES	(41 150)	(129 161)	(170 311)	(156 135)
RESULTAT FINANCIER	23 461	89 323	112 784	27 401

Note 17 - Produits et charges exceptionnels

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotation amortissements dérogatoires	0	0
Dotations aux provisions pour restructuration	-266	-491
Dotoations aux provisions pour risques	-50	-78
Autres charges exceptionnelles	-7 727	-3 336
Charges Exceptionnelles	**-8 043**	**-3 905**
Reprise amortissements dérogatoires	3 394	4 614
Reprise aux provisions pour restructuration	2 294	2 348
Reprise aux provisions pour risques	251	0
Autres produits exceptionnels	5 296	152
Produits Exceptionnelles	**11 235**	**7 114**
TOTAL	**3 191**	**3 209**

Les produits et charges exceptionnels s'élèvent à +3 191K€ d'euros au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Les charges exceptionnelles sont composées principalement de charges liées aux :

- Provisions pour restructuration pour 0,3M€,
- Autres charges liées aux divers projets 7,7 M€.

Les produits exceptionnels se composent principalement des :

- Reprises d'amortissements dérogatoires pour 3,4 M€,
- Reprise aux provisions pour restructuration pour 2,3M€
- Autres produits exceptionnels liés à une cession des contrats de réassurances chez Coface Europe pour 5,5 M€.

Note 18 - Impôts sur les sociétés

En milliers d'euros	31-déc.-24	31-déc.-23
Résultat courant avant impôts	191 008	398 129
Résultat courant avant impôts des succursales	**158 711**	**1 237 594**
Résultat courant avant impôts France N10002	**32 297**	**-839 465**
Réintégrations	174 044	165 528
Déductions	-185 739	606 395
Base taxable France	20 602	-67 541
Imputation des déficits	-11 814	
Résultat fiscal	8 788	
Impôts sur les sociétés France (Taux 25,00%)	-2 197	
Contributions additionnelles 3,3% sur IS 25,00%	-64	
Retenue à la source	-2 743	
Crédits d'impôts (Crédits d'impots Coface Europe)	2 904	792
Taxe sur Excédent de provision	-1 030	763
Impôts sociétés succursales	**-51 190**	**-33 752**
Impôts Coface Europe	**-3 130**	**153**
Impôt Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	**-54 320**	**-33 599**

Le taux effectif d'impôt pour l'exercice est de 28,44%.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 19 - Entreprises liées

Les tableaux suivants présentent l'ensemble des postes figurant au bilan et au compte de résultat de Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur relatifs aux sociétés liées.

Bilan :

- **Actif**

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-24	Entreprises liées
Capital souscrit non appelé ou compte de liaison avec le siège			
Actifs incorporels	3	**177 020**	**-**
Placements	6	**2 719 263**	**239 810**
Terrains et constructions	4	7 977	-
Placements dans ent. liées ou avec lesq. existe un lien de participation	5	219 564	224 662
Autres placements	6	2 490 902	15 148
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes		821	-
Parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions		**822 848**	**800 098**
Provisions pour primes non acquises et risques en cours		119 938	106 411
Provisions pour sinistres		596 816	589 829
Provisions pour participations bénéficiaires		106 094	103 858
Créances		**1 139 049**	**340 254**
Créances nées d'opérations d'assurance directe	7.1	399 555	12 932
Primes acquises non émises		243 700	12 566
Autres créances nées d'opérations d'assurance directe		155 855	366
Créances nées d'opérations de réassurance		371 746	191 733
Autres créances		367 748	135 589
Personnel		314	-
Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques		92 477	-
Débiteurs divers		274 957	135 589
Autres actifs		**239 158**	**-**
Actifs corporels d'exploitation		10 434	-
Comptes-courants et caisse		228 724	-
Comptes de régularisation	8.1	**184 907**	**28 345**
Intérêts et loyers acquis non échus		12 496	377
Frais d'acquisition reportés		65 858	14 709
Charges constatées d'avance		2 653	-
Autres comptes de régularisation		14 199	-
Différence de conversion - actif		89 701	13 258
TOTAL DE L'ACTIF		**5 282 245**	**1 408 506**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

- **Passif**

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-24	Entreprises liées
Capitaux propres	9	**1 160 761**	**48 353**
Capital social et assimilés		137 052	-
Primes liées au capital social		620 149	-
Reserves		2 345	30 342
Report à nouveau		264 528	18 011
Résultat net		136 687	-
Provisions techniques brutes	10	**2 484 441**	**182 631**
Provisions pour primes non acquises et risques en cours		328 922	29 025
Provisions pour sinistres		1 362 998	136 811
Provisions pour ristourne de primes		231 436	16 795
Provisions pour égalisation		561 084	-
Provisions pour risques et charges	12	**60 767**	**-**
Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires		**20 422**	**19 484**
Autres dettes	7.2	**1 461 654**	**1 000 818**
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		110 192	17 166
Dettes nées d'opérations de réassurance		442 615	316 946
Dettes envers des établissements de crédit		-	-
Autres dettes		908 847	666 706
Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus		*7 118*	-
Personnel	*13*	*46 158*	-
Etat ,organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	*13*	*86 331*	-
Créanciers divers et comptes rattachés	*13*	*769 240*	666 706
Comptes de régularisation	8.2	**94 200**	**10 799**
Instruments dérivés et dettes rattachés		250	-
Autres comptes de régularisations		16 673	3 589
Différence de conversion - passif		77 276	7 209
TOTAL DU PASSIF		**5 282 245**	**1 262 085**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes de dettes et de commissions ont été reclassés entre les agrégats « Dettes nées d'opérations de réassurance » et « Dettes nées d'opérations d'assurance directe » pour 70 013 K€, « Autres comptes de régularisation » et « Dettes nées d'opérations de réassurance » pour 78 949 K€, « Autres comptes de régularisation » et « Charges à payer » pour - 2 999 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de présentation.

- **Compte de résultat technique**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

En milliers d'euros	31-déc.-24			dont parties liées		
	Opérations brutes	Cessions et retrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et retrocessions	Opérations nettes
Primes acquises	**1 384 735**	**(682 495)**	**702 240**	**95 916**	**(625 946)**	**(530 030)**
Primes brutes	1 469 592	(715 491)	754 101	100 160	(713 618)	(613 459)
Ristournes de primes	(90 120)	38 274	(51 846)	(4 243)	87 672	83 429
Remboursement de primes	*(94 438)*	*44 525*	*(49 912)*	*(4 243)*	*43 775*	*39 532*
Charge des provisions pour remboursement de primes	*4 318*	*(6 251)*	*-1 933*	-	*122*	*122*
Variation des primes non acquises et risques en cours	**5 263**	**(5 277)**	(15)	-	0	0
Accessoires de primes	**13 123**		**13 123**	**109**		**109**
Autres produits techniques	**563**		**563**	**210**		**210**
CHIFFRE D'AFFAIRES	**1 398 421**	**(682 495)**	**715 926**	**96 236**	**(625 946)**	**(529 710)**
Produits des placements alloués	**70 480**		**70 480**	**-**		**-**
Charges de sinistres	**(480 067)**	**198 731**	**(281 336)**	**850**	**201 015**	**201 865**
Prestations et frais payés	*(423 811)*	*205 801*	*(218 010)*	*(3 521)*	*201 015*	*197 494*
Charges des provisions pour sinistres	*(21 508)*	*(7 069)*	*(28 578)*	-	-	-
Gestion des sinistres	*(34 748)*		*(34 748)*	*4 371*		*4 371*
Frais d'acquisition et d'administration	**(518 170)**	**279 987**	**(238 184)**	**35 952**	**277 198**	**313 150**
Frais d'acquisition	*(330 482)*		*(330 482)*	*(19 244)*		*(19 244)*
Frais d'administration	*(187 689)*		*(187 689)*	*55 196*		*55 196*
Commissions reçues des réassureurs		*279 987*	*279 987*		*277 198*	*277 198*
Autres charges techniques	**(35 186)**		**(35 187)**	**4 965**		**4 965**
Variation de la provision pour égalisation	**(66 774)**		**(66 774)**	**-**		**-**
RESULTAT TECHNIQUE	**368 704**	**(203 777)**	**164 927**	**138 003**	**(147 733)**	**(9 730)**

*Afin d'assurer une meilleure présentation des états financiers et une cohérence dans la classification des comptes, certains postes ont été reclassés entre les agrégats « Commissions reçues des réassureurs » et « Frais d'acquisitions et d'administrations » pour 2 568 K€. Ces reclassements relèvent uniquement d'un changement de présentation et n'ont aucun impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres consolidés.

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

- **Compte de résultat non technique**

En milliers d'euros	31-déc.-24	31-déc.-23	Entreprises liées
Résultat technique	**164 927**	**403 521**	
Produits des placements	**283 095**	**183 536**	**64 611**
Revenus des placements	125 604	97 468	44 890
Autres produits des placements	25 745	2 637	19 721
Profits provenant de la réalisation des placements	131 747	83 431	-
Charges des placements	**(170 311)**	**(156 135)**	**(41 150)**
Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers	(40 489)	(31 996)	(36 918)
Gestion des placements	(5 774)	(5 931)	3 149
Autres charges des placements	(18 265)	(14 505)	(7 382)
Pertes provenant de la réalisation des placements	(105 783)	(103 704)	-
Placements transférés au technique	**(70 480)**	**(16 217)**	**-**
Autres produits non techniques	**1**	**0**	**0**
Autres charges non techniques	**(12 444)**	**(12 265)**	**(0)**
Résultat exceptionnel	**3 191**	**3 209**	**5 489**
Produits exceptionnels	11 235	7 114	5 489
Charges exceptionnelles	(8 043)	(3 905)	-
Participation des salariés et intéressement	**(6 971)**	**(7 519)**	**-**
Impôt sur les bénéfices	**(54 320)**	**(33 599)**	**-**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**136 687**	**364 530**	**28 950**

Docusign Envelope ID: 3F348A9C-30C2-4233-8F2C-B3EB65AF2BAD

Note 20 - Autres informations

Note 20.1 - Effectif moyen

	31-déc.-24			TOTAL	31-déc.-23
	Direction	Cadres	Employés		
Total	134	2 625	82	2 841	2 734

Les inactifs permaments sont intégrés dans le calcul de l'effectif moyen.

Note 20.2 - Montant des rémunérations et engagements alloués aux membres des organes de direction et administration

en milliers d'euros	2024	2023
Aux membres du Conseil d'administration	44	45
Aux membres du Comité de Direction Générale (9p)*	10 027	9 384
Aux membres du Comité de Direction France (12p)	2 401	2 283

**A partir de 2024, les montants présentés intègrent les autres avantages à long terme, indemnité de fin de contrat de travail/mandat et paiements fondés sur les actions.*

Note 21 – Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Forvis Mazars				Deloitte				Total			
	2024	%	2023	%	2024	%	2023	%	2024	%	2023	%
Prestations d'audit												
COFACE EUROPE (siège)	-124	14%	-103	14%	-160	13%	-152	13%	-283	13%	-255	13%
Succursales	-738	82%	-636	84%	-1 071	87%	-1 040	87%	-1 809	85%	-1 676	86%
Sous-total	-862	96%	-739	97%	-1 231	100%	-1 193	100%	-2 093	98%	-1 932	99%
Services autres que la certification des comptes												
COFACE EUROPE (siège)	-17	2%	0	0%	0	0%	0	0%	-17	1%	0	0%
Succursales	-20	2%	-20	3%	0	0%	0	0%	-20	1%	-20	1%
Sous-total	-37	4%	-20	3%	0	0%	0	0%	-37	2%	-20	1%
TOTAL	**-900**	**100%**	**-759**	**100%**	**-1 231**	**100%**	**-1 193**	**100%**	**-2 130**	**100%**	**-1 952**	**100%**

Les honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes correspondent essentiellement (i) à des missions visant à émettre des rapports d'assurance sur de l'information de nature financière ou réglementaire et (ii) à d'autres prestations de Conseils autorisés.